

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1970-1971

18 FÉVRIER 1971

PROJET DE LOI

modifiant la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air, ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives.

PROJET TRANSMIS
PAR LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Article premier.

A l'article 4 de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, les mots « Dans ce dernier cas » sont remplacés par les mots « Dans ces derniers cas ».

Art. 2.

A l'article 5 de la même loi, les mots « en rapport direct avec ces bulletins » sont remplacés par les mots « en rapport direct avec ce concours ».

Art. 3.

A l'article 10, alinéa 1^{er} de la même loi, les mots « du Ministère de l'Education nationale et de la Culture » et

R. A. 8544.

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

783 (1970-1971) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendements.
- N° 3 : Rapport.

Annales de la Chambre des Représentants :

18 février 1971.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1970-1971

18 FEBRUARI 1971

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen organiseren.

ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER
VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Artikel 1.

In artikel 4 van de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, worden de woorden « In het laatstgenoemde geval » vervangen door de woorden « In de laatstgenoemde gevallen ».

Art. 2.

In artikel 5 van dezelfde wet worden de woorden « welke rechtstreeks verband houden met deze bulletins » vervangen door de woorden « welke rechtstreeks verband houden met deze wedstrijd ».

Art. 3.

In artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden « het Ministerie van Nationale Opvoeding en

R. A. 8544.

Zie :

Gedrukte Stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

783 (1970-1971) :

- N° 1 : Wetsontwerp
- N° 2 : Amendementen.
- N° 3 : Verslag.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :

18 februari 1971.

« Le Fonds est géré par les Ministres qui ont l'éducation physique et les sports dans leurs attributions » sont remplacés respectivement par les mots : « des Ministères de l'Education nationale et de la Culture » et « le Fonds est géré par les Ministres qui ont l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans leurs attributions, agissant soit conjointement, soit chacun en ce qui le concerne ».

Art. 4.

L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante : « Les recettes et les dépenses du Fonds sont inscrites aux budgets du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise ».

Art. 5.

L'article 12 de la même loi est complété par la disposition suivante : « 5° par des subventions de toute nature ».

Art. 6.

L'article 15 de la même loi est remplacé par la disposition suivante « Au moins 60 p. c. des recettes du Fonds visées à l'article 12, 1° et 2° sont réservées à l'octroi de subventions aux activités dont il est question à l'article 10, 1° et 2° ».

Art. 7.

Les articles 16 à 20 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 16. — Il est institué auprès du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française et du Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise, un Conseil supérieur de l'Education physique, des Sports et de la Vie en Plein Air, ci-après dénommé « le Conseil ».

Ce Conseil comprend une section française et une section néerlandaise.

Article 17. — § 1. — Le Conseil et ses sections, chacun en ce qui le concerne, proposent aux Ministres qui ont l'éducation physique et les sports dans leurs attributions, la répartition des recettes visées à l'article 15.

§ 2. — Les Ministres qui ont l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans leurs attributions recueillent l'avis du Conseil ou de ses sections sur :

1° tout avant-projet de loi ou d'arrêté organique relatif à l'éducation physique, aux sports et à la vie en plein air;

2° les propositions budgétaires relatives à l'éducation physique, aux sports et à la vie en plein air;

3° toutes matières spécifiées par le Roi.

§ 3. — La section française du Conseil Supérieur donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Ministre compétent, des avis concernant les problèmes qui sont de la compétence du Ministre dont relève la Culture française.

Cultuur » en « Het Fonds wordt door de Ministers die de lichamelijke opvoeding en de sport in hun bevoegdheid hebben, beheerd », respectievelijk vervangen door de woorden « de Ministeries van Nationale Opvoeding en Cultuur » en « het Fonds wordt beheerd door de Ministers tot wier bevoegdheid de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens behoren, hetzij gezamenlijk hetzij ieder wat hem betreft ».

Art. 4.

Artikel 11 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : « De ontvangsten en de uitgaven van het Fonds worden geboekt op de begrotingen van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en van het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur ».

Art. 5.

Artikel 12 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende bepaling : « 5° door toelagen van alle aard ».

Art. 6.

Artikel 15 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen : « Ten minste 60 t. h. van de in artikel 12, 1° en 2°, bedoelde ontvangsten van het Fonds worden aangewend voor de subsidiëring van de in artikel 10, 1° en 2°, bedoelde activiteiten ».

Art. 7.

De artikelen 16 tot 20 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 16. — Bij de Ministeries van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur en van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur wordt een Hoge Raad voor de Lichamelijke Opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens opgericht, hierna « Raad » genoemd.

Deze Raad is samengesteld uit een Nederlandstalige en een Franstalige afdeling.

Artikel 17. — § 1. — De Raad en zijn afdelingen, ieder wat hem betreft, stellen aan de Ministers, tot wier bevoegdheid de lichamelijke opvoeding en de sport behoren, de verdeling van de in artikel 15 bedoelde ontvangsten voor.

§ 2. — De Ministers tot wier bevoegdheid de lichamelijke opvoeding en de sport behoren, winnen het advies van de Raad of van zijn afdelingen in over :

1° elk voorontwerp van wet of van organiek besluit betreffende de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens;

2° de begrotingsvoorstellen betreffende de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens;

3° alle aangelegenheden die door de Koning nader bepaald worden.

§ 3. — De Franstalige afdeling van de Hoge Raad geeft, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de bevoegde Minister, adviezen over aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert.

La section néerlandaise du Conseil Supérieur donne, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Ministre compétent, des avis concernant les problèmes qui sont de la compétence du Ministre dont relève la Culture néerlandaise.

Les deux sections, réunies en commun, soit de leur propre initiative, soit à la demande des Ministres compétents, donnent des avis concernant les problèmes qui sont de la compétence conjointe du Ministre dont relève la Culture française et du Ministre dont relève la Culture néerlandaise.

Les différents points de vue exprimés par les Membres sont relatés dans ces avis.

Article 18. — § 1. — Chaque section se compose d'un président, d'un vice-président et de trente membres nommés par le Roi. La durée de leur mandat est de quatre ans.

Au moins un quart des membres sont choisis parmi les affiliés d'un club sportif ou d'une section locale d'un mouvement de jeunesse qui pratiquent effectivement comme membres l'éducation physique, les sports ou la vie en plein air et qui n'ont pas atteint l'âge de trente ans.

Les présidents sont choisis parmi les personnalités indépendantes, n'occupant pas une fonction dirigeante au sein des organismes bénéficiant de subventions au titre de l'éducation physique, sports et vie en plein air.

§ 2. — Les présidents et vice-présidents n'ont pas voix délibérative. Leur mandat est renouvelable.

§ 3. — La présidence du Conseil est assurée alternativement par le président de la section française et par le président de la section néerlandaise.

Article 19. — § 1. — Le Conseil et chaque section établissent leur règlement d'ordre intérieur.

Ces règlements sont soumis à l'approbation du Roi.

§ 2. — Le Roi fixe le montant des jetons de présence et des indemnités qui peuvent être alloués aux présidents, vice-présidents et membres du Conseil.

Article 20. — § 1. — Les Ministres qui ont l'éducation physique, les sports et la vie en plein air dans leurs attributions peuvent, chacun en ce qui le concerne, et sur avis des sections compétentes du Conseil supérieur, dans les provinces wallonnes d'une part, dans les provinces flamandes d'autre part, créer des conseils consultatifs provinciaux et agréer des conseils consultatifs régionaux et locaux.

En ce qui concerne la province de Brabant, les Ministres peuvent, chacun en ce qui le concerne, et sur avis des sections compétentes du Conseil supérieur, créer un conseil provincial d'une part pour les régions francophones, d'autre part pour les régions néerlandophones, chacun de ces conseils agissant en outre respectivement en faveur des populations francophones et néerlandophones de Bruxelles-Capitale.

Les Ministres, agissant conjointement, peuvent, sur avis du Conseil supérieur, agréer des conseils consultatifs, régionaux et des conseils consultatifs locaux, dans la région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. — Le Roi, sur proposition des Ministres, chacun en ce qui le concerne, détermine la mission, la composition et le fonctionnement des conseils provinciaux ainsi que les conditions d'agrément des conseils régionaux et locaux.

De Nederlandstalige afdeling van de Hoge Raad geeft, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de bevoegde Minister, adviezen over aangelegenheden die behoren tot de bevoegdheid van de Minister onder wie de Nederlandse Cultuur ressorteert.

De twee gemeenschappelijk verenigde afdelingen geven, hetzij op eigen initiatief, hetzij op aanvraag van de bevoegde Ministers adviezen over aangelegenheden die behoren tot de gezamenlijke bevoegdheid van de Minister onder wie de Franse Cultuur ressorteert en van de Minister onder wie de Nederlandse Cultuur ressorteert.

De onderscheiden, door de leden te kennen gegeven standpunten worden in deze adviezen opgenomen.

Artikel 18. — § 1. — Elke afdeling bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter en dertig leden, die door de Koning benoemd worden. Hun mandaat duurt vier jaar.

Ten minste één vierde van de leden wordt gekozen uit de leden van een sportclub of een plaatselijke afdeling van een jeugdbeweging, die als lid daadwerkelijk lichamelijke opvoeding, sport of openluchtlevens beoefenen en die de leeftijd van dertig jaar niet hebben bereikt.

De voorzitters worden gekozen uit onafhankelijke en inzake lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens bijzonder bevoegde personen die geen leidende functie bekleden in de organisaties welke toelagen krijgen voor de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en die in het bijzonder bevoegd zijn op het stuk van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens.

§ 2. — De voorzitters en de ondervoorzitters zijn niet stemgerechtigd. Hun mandaat is vernieuwbaar.

§ 3. — De Raad wordt om de beurt voorgezeten door de voorzitter van de Nederlandstalige afdeling en door de voorzitter van de Franstalige afdeling.

Artikel 19. — § 1. — De Raad en elke afdeling stellen hun huishoudelijk reglement op.

Deze reglementen moeten door de Koning worden goedgekeurd.

§ 2. — De Koning stelt het bedrag vast van het presentiegeld en van de vergoedingen die aan de voorzitters, ondervoorzitters en leden kunnen worden toegekend.

Artikel 20. — § 1. — De Ministers tot wier bevoegdheid de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens behoren, kunnen, ieder wat hem betreft, en op advies van de bevoegde afdelingen van de Hoge Raad, enerzijds in de Waalse provincies en anderzijds in de Vlaamse provincies, provinciale raden van advies oprichten en gewestelijke en plaatselijke raden van advies erkennen.

Wat de provincie Brabant betreft, kunnen de Ministers, elk wat hem betreft, en op advies van de bevoegde afdelingen van de Hoge Raad, een provinciale raad oprichten, enerzijds voor de Franstalige gebieden, anderzijds voor de Nederlandstalige gebieden; elk van deze raden zal bovendien ten gunste van de Franstalige, resp. van de Nederlandstalige bevolking van Brussel-Hoofdstad handelen.

De Ministers kunnen gezamenlijk, op advies van de Hoge Raad, gewestelijke raden van advies en plaatselijke raden van advies erkennen in het gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 2. — De Koning bepaalt op voorstel van de Ministers, elk wat hem betreft, de taak, de samenstelling en de werking van de provinciale raden, evenals de voorwaarden voor erkenning van de gewestelijke en plaatselijke raden.

Le Roi, sur proposition des Ministres agissant conjointement, détermine les conditions d'agrément des conseils régionaux et locaux de la région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. — Au moins un quart des membres de ces conseils sont choisis parmi les personnes affiliées à un club sportif ou à une section locale d'un mouvement de jeunesse qui pratiquent effectivement comme membres l'éducation physique, les sports et la vie en plein air et qui n'ont pas atteint l'âge de 30 ans.

Art. 8.

A la date d'entrée en vigueur de la présente loi, il est mis fin aux mandats exercés en application des dispositions visées aux articles 18 et 19 de la loi du 26 juin 1963.

Bruxelles, le 18 février 1971.

Le Président de la Chambre des Représentants,

A. VAN ACKER.

Les Secrétaires,

G. JUSTE,
M. VERLACKT-GEVAERT.

De Koning bepaalt na gezamenlijk voorstel van de Ministers de voorwaarden voor erkenning van de gewestelijke en plaatselijke raden van het gebied Brussel-Hoofdstad.

§ 3. — Minstens één vierde van de leden van deze raden worden gekozen uit personen, aangesloten bij een sportclub of bij een plaatselijke afdeling van een jeugdbeweging die als lid de lichamelijke opvoeding, de sport en het openlucht-leven daadwerkelijk beoefenen en die de leeftijd van 30 jaar niet hebben bereikt.

Art. 8.

Bij het van kracht worden van deze wet wordt een einde gemaakt aan de mandaten welke uitgeoefend worden met toepassing van de bepalingen bedoeld bij de artikelen 18 en 19 van de wet van 26 juni 1963.

Brussel, 18 februari 1971.

De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,

A. VAN ACKER.

De Secretarissen,

G. JUSTE,
M. VERLACKT-GEVAERT.